

Nombre de Conseillers en exercice :	35
Nombre de votants :	35
Nombre de présents :	30
Convocations :	3 AVRIL 2026

Etaient présents : M. Alexis RAGACHE, Mme Laurence RENO, M. Valentin DUCEPT, Mme Adeline POLLET, M. Clément THEODORE, Mme Edwige PANNIER, M. Hervé DEMORGNY, Mme Cécile FRERET, M. Luc LESIEUR, M. Jean-Bernard YON, M. Laurent CASSARD, Mme Pascale PETIT, M. Stéphane BORD, M. Stéphane FERRAND, Mme Martine HURAY, Mme Caroline SAPOWICZ, Mme Maria LEMARCHAND, Mme Gwenaëlle POIRIER CREPIN, Mme Virginie GROSJEAN, Mme Anaïs BRUYERE, Mme Evelyne DENOYELLE, Mme Elise RIDEL, Mme Adeline DIANISSY, M. Marc AVENEL, M. Pierre-Arnaud PRIEUR, M. Tom GERARD, M. Yannick EMERAUD, Mme Julie GODICHAUD, Mme Méline GODEY, M. Alexis VERNIER, Mme Letycia-Murielle OSSIBI.

--ooOoo--

M. Christophe DELAMARE
Mme Niswat ABDOURAZAKOU
M. Mohammed DERGHAM
M. Stéphane FERRAND
M. Pierre GONNEVILLE

Pouvoir à M. Clément THEODORE
Pouvoir à Mme Laurence RENO
Pouvoir à Mme Edwige PANNIER
Pouvoir à Mme Adeline POLLET
Pouvoir à M. Valentin DUCEPT

--ooOoo--

Monsieur Jean-Bernard YON remplit les fonctions de secrétaire.

OBJET : Versement d'une subvention de fonctionnement – association Le Planning Familial

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment son article L2121-29,

Considérant que l'association Planning Familial assure une activité médicale, d'accompagnement social et socio-éducatif, ainsi qu'une activité de prévention notamment en matière de santé sexuelle, de vie relationnelle ou familiale, de lutte contre les violences sexistes, sexuelles, conjugales, intrafamiliales,

Considérant l'intérêt pour la Ville et ses habitants des projets portés par l'association Planning Familial,

Il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention de 10 000€ à l'association Planning Familial pour l'année 2026.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, en décide ainsi.



Le Registre dûment signé,
Pour extrait conforme,
Maire,
Conseiller Départemental,

Alexis BAGACHE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217606813-20260409-2026-048-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/04/2026

Publication : 15/04/2026
délais de recours - Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 de code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication – le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr.